

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

Le fil rouge

Édité par des militants anticapitalistes de l'aéronautique toulousaine Mercredi 24 mai 2023

À Vertbaudet, les nôtres !

Mardi dernier 16 mai, la police est intervenue pour déloger le piquet de grève des ouvrières de l'entrepôt Vertbaudet, à Marquette-lez-Lille, une entreprise de vêtements pour enfants. Une ouvrière s'est retrouvée aux urgences de l'hôpital pour une lésion au cou à la suite des violences policières. La veille, deux militants qui étaient venus soutenir le piquet de grève avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui. Mais la grève continue.

Cette grève qui dure depuis deux mois est révélatrice de la colère du monde du travail, face à la rapacité et la brutalité du patronat et de l'État aujourd'hui.

11 millions de bénéficiaires, 0 % d'augmentation

C'est à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe, à la tête de 5,5 milliards d'investissements, qu'appartient l'entreprise Vertbaudet. À elle seule, elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « travailler plus pour gagner plus »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes, à la mi-avril et la semaine dernière. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « sale gréviste », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite – ou les deux !

Retraite, salaire, indemnisation du chômage, un même combat

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, c'est la réplique de ce qu'on a connu tout au long de la lutte contre la réforme des retraites, avec la morgue du gouvernement, les violences de sa police et la partialité de son Conseil constitutionnel – tous ligués pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités.

Et Macron, qui n'ose plus annoncer à l'avance ses visites de peur d'un concert de casseroles, s'est réfugié à Versailles, le 15 mai dernier, pour recevoir au château une journée de riches patrons auxquels il a vanté « l'attractivité de la France » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

En guise de « social » et pour éviter aux patrons d'augmenter les salaires, il promet une réduction d'impôts pour « les classes moyennes » : ceux qui, selon lui, seraient « trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Comme si les salariés les plus pauvres ou ceux qu'on veut faire bosser presque à l'œil pour toucher le RSA étaient aidés. L'aumône en question, de 2 milliards de réduction d'impôts, représenterait tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour ceux qui sont réellement trop riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. Elles ne sont pas les seules. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chômé par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires.

La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie, la prochaine journée de grève et de manifestation du 6 juin doit être massive, n'en déplaise à ceux qui veulent nous faire taire comme à ceux qui reprennent « le dialogue social » avec des sourds. Nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, n'avons pas dit notre dernier mot.

Il n'est pas beau le monde des patrons ?

La direction d'Airbus nous informe par mail que l'accord sur l'augmentation du temps de travail, signé par la majorité des syndicats représentatifs (FO, CGC, CFTC), est un APC (accord de performance collective).

Pour modifier nos contrats de travail, elle passe par un simple e-mail ! Et malheur à ceux qui refuseront cet avenant : la peine sera le licenciement.

Perte de sens au BE

Nous avons vu partir nos collègues expérimentés du jour au lendemain avec le plan social Odyssey. Les collègues sous-traitants ont été remerciés massivement dans la même période. Or, les affaires reprennent au Bureau d'Études. La direction essaie de nous faire faire plus avec la relance de dizaines de projets en parallèle, mais avec moins de collègues. Et la pression qu'elle nous met entraîne de l'incertitude, du stress et une perte de sens.

Tant que les actionnaires décident, les salariés en pâtissent. Il faut leur enlever ce privilège.

Quand Faury esquive sur la sous-traitance...

Longuement interviewé sur France Inter le 26 avril, le PDG d'Airbus s'est montré plutôt optimiste.

Sur les « SAF », en avant vers le 50 % dans les carburants (le gentil journaliste n'a pas questionné sur les problèmes environnementaux liés à ces « biocarburants » !).

Interrogé par un patron de la sous-traitance qui dénonçait la politique envers la sous-traitance menée avant le Covid (prix toujours plus bas, incitation à la délocalisation...) et y voyait la raison des difficultés actuelles de la « Supply Chain », il a carrément botté en touche. Le « retour à la normale » se fera donc dans les mêmes conditions, avec les salaires bas et l'intérim !

Haro sur les petits, les profits d'Airbus passent d'abord !

Airbus : pourquoi la direction n'arrive pas à embaucher ?

Tout le monde dans les ateliers est d'accord là-dessus : ce sont les salaires qui sont à la ramasse et les conditions de travail qui sont mauvaises. On entend parfois dire que c'est mieux qu'ailleurs ? Peut-être.

Mais est-ce que c'est suffisant pour avoir envie de bosser 20 ans sur une FAL ? Visiblement pas.

Quand est-ce qu'on sortira de cette galère ?

C'est un sentiment fort sur les FAL depuis le Covid que les évolutions de poste se font au compte-gouttes. La plupart des ouvriers sont aux mêmes postes très contraignants et peu intéressants depuis des années.

Il faut de nouvelles embauches pour répartir la charge de travail entre tous et permettre aux plus anciens sur les postes de ne pas y laisser la peau.

Latécoère : « Un pognon de dingue ! »

Searchlight Capital Partners, actionnaire principal de Latécoère, vient d'obtenir du Comité Interministériel de Restructuration Industrielle et de la Banque Européenne d'Investissement un nouveau plan de sauvetage : contre la promesse d'investir d'ici fin 2023 100 millions d'euros, 183 M€ d'un prêt de 220 M€ souscrit lors du Covid (dont 128 de Prêts Garantis par l'État) sont « effacés ». Et le remboursement du reste (dont 85 millions de PGE) est repoussé à 2027...

Alors même que les « plans de restructuration » (le précédent datant de juillet 2021) accompagnés de destruction

d'emplois se succèdent, que l'actionnaire principal navigue à vue (en revendant par exemple à Bombardier pour 20 M€ une usine qu'il lui avait achetée 60 M€ deux ans auparavant), qui peut encore croire aux promesses de Thierry Mootz, l'actuel Directeur général de Latécoère de « renforcer son empreinte industrielle dans les régions Occitanie et Nouvelle Aquitaine » ?

Sûrement pas les 109 travailleurs de l'usine de Montredon dont les machines vont partir et dont l'avenir est incertain !

Quant au maintien promis du « centre de décision » à Toulouse il n'a bien sûr aucun sens : ce n'est pas au siège social d'une entreprise que se prennent les décisions, mais dans les bureaux de l'actionnaire principal !

Encore un « pognon de dingue » payé finalement par les contribuables, sous prétexte de sauver des emplois...

Les FOD, nouvelle priorité ?

La direction Airbus annonce que la lutte contre les FOD (objets étrangers à l'avion) sera dans le top 3 des priorités d'Airbus.

On s'en étonne car, vu qu'il n'est pas question d'avoir plus de temps dans la journée pour y faire plus attention, on se dit surtout que les priorités de la direction restent les mêmes : nous faire faire toujours plus dans la journée pour extraire toujours plus de profits de notre travail.

Politique écolo d'Airbus = planète en danger

Le mois dernier la direction d'Airbus Toulouse nous a annoncé les résultats de sa politique écologique pour 2022 et c'est la cata... La production de CO₂ est 15 % au dessus de l'objectif fixé, objectif déjà bien faible...

Si on organisait, nous, la production, selon nos besoins, pour sûr on ferait mieux !

Un député « gonflé »

Lors d'un débat sur l'aviation d'affaires, Laurent Esquenet-Goxes, député Modem de Villefranche de Lauragais, a prétendu défendre celle-ci en disant qu'elle correspondait à 117 000 emplois en France.

Or la Fédération Nationale de l'Aviation et de ses Métiers estimait en 2010 à 9 000 les emplois directs et indirects du secteur de l'aviation d'affaires. Ce secteur s'est, malheureusement pour l'environnement, développé depuis, mais pas au point de multiplier les emplois par 13 !

Mal conseillé par le lobby des ultra-riches utilisant ces jets, ce député a quelque peu gonflé les chiffres !

Les « démocrates » sionistes à l'œuvre

Alors qu'il tenait une réunion publique de soutien à la Palestine à la bourse du travail, devant plus de 300 personnes, Salah Hamouri, Palestinien de Jérusalem-Est, ayant passé une bonne partie de ses 38 ans dans les geôles de l'occupant israélien, a été violemment pris à partie par des militants sionistes du CRIF et de la « Ligue de Défense Juive » présents dans la salle, qui ont tenté de l'empêcher de parler. Malgré leurs efforts, la conférence a bel et bien eu lieu, Salah Hamouri a pu achever son intervention et une discussion a suivi. Mais vers la fin, un individu a attaqué Salah Hamouri avec une table !

Depuis son expulsion de Jérusalem par les autorités sionistes en décembre dernier et son exil forcé en France, ce n'est pas la première fois que cet avocat est pris à partie par des militants sionistes, soutenus à Toulouse par Moudenc et la droite locale.

Ce qui ne l'empêche pas de continuer son combat contre l'apartheid israélien et pour dénoncer les conditions de détention des prisonniers politiques palestiniens.